

Communiqué du 11 juin 2024

Législatives 2024 :

84 % des Français plébiscitent la poursuite de l'examen du projet de loi fin de vie

60 % des Français demandent aux candidats d'inscrire l'aide à mourir dans leur programme

Dans un sondage réalisé par l'IFOP du 10 au 11 juin 2024 sur *Les Français et l'examen du projet de loi sur la fin de vie à l'approche des élections législatives* les résultats sont sans appel : les Français confirment leur volonté qu'une loi de légalisation de l'aide à mourir soit enfin votée.

Concernant la poursuite de l'examen du projet de loi

A la question « Souhaitez-vous que l'examen du projet de loi relatif à l'accompagnement des malades et de la fin de vie actuellement débattu à l'Assemblée nationale et dont le but est de renforcer les soins palliatifs et de légaliser l'aide à mourir sous condition reprenne après les élections législatives ? »

Les Français, dans leur ensemble, répondent OUI à 84%.

- Par proximité politique, les résultats sont les suivants :

Electeurs de Gauche : 88%

Electeurs de Droite : 75%

Electeurs de la Majorité présidentielle : 88%

Electeurs d'Extrême Droite : 85%

Concernant l'importance du sujet de la fin de vie dans les programmes de campagne

A la question « Est-ce que l'inscription de l'aide à mourir dans le programme des candidats aux élections législatives serait l'un des sujets importants dans votre choix de vote ? »

Les Français, dans leur ensemble, répondent OUI à 60%.

- Par proximité politique, les résultats sont les suivants :

Electeurs de Gauche : 71%

Electeurs de Droite : 49%

Electeurs de la Majorité présidentielle : 62%

Electeurs d'Extrême Droite : 56%

Le président de l'ADMD, Jonathan Denis, appelle les chefs de parti à inscrire le sujet de l'aide à mourir dans leur programme de campagne à l'occasion des toutes prochaines élections législatives et à s'engager à poursuivre l'examen du projet de loi relatif à l'accompagnement des malades et de la fin de vie, en prenant en compte le travail déjà réalisé. C'est un devoir moral que nous avons collectivement à l'égard des personnes en fin de vie.